



Lieu de l'ERM : Communes de MULEKERA, BEU, BUNGULU & RUWENZORI, ville de BENI en province du Nord-Kivu.
Pour plus d'informations contacter HENOCK KISAKA Directeur de programme PAEV au 0998236018 et 0850303991 et e-mail: henoc.kisaka@pdae-paev.org

Contexte

Description de la crise

Le présent rapport c'est un résultat de la mission conjointe d'évaluation effectuée par le Programme d'Approvisionnement en Eau pour les Villages (PAEV/PDAE) et ALIMA, pour répondre à l'alerte ETools 5336 qui a annoncé la présence d'un effectif de 1816 ménages dans 4 communes de la ville de Beni dont Bungulu avec 469 ménages soit 2345 personnes, Mulekera avec 736 ménages soit 3680 personnes, Ruwenzori avec 217 ménages soit 1085 personnes et Beu avec 394 ménages soit 1970 personnes entre le 15 Mai 2024 et le 11 Juin 2024 suite aux incursions accompagnées des carnages des personnes, pillage et incendie des biens par les ADF dans les villages de Kabweke, Masau, Mantumbi etc. mais aussi la tentative de la prise de Kanyabayonga dans le sud de Lubero par la rébellion du M23 à la même période. Ces ménages se sont ajoutés à environ 5630 ménages en provenance des différents villages en territoires de Beni, Mambasa et Irumu arrivés entre janvier et avril 2024 à la suite des mêmes exactions. Accueillis dans les familles d'accueil, centres collectifs et d'autres ayant pris des maisons en location, ces familles sont confrontées aux difficultés diverses. Certains ménages ont été victimes de pillage orchestré par les parties en conflit et d'autres sont sortis soudainement, laissant tout derrière eux. Par ailleurs, la deuxième alerte ETools 5354, relative aux attaques du 07 et 08 juin 2024 des villages Kabweke, Masala... en zone de santé de Mabalako, mentionne un effectif d'environ 2435 ménages, soit 11 08 personnes déplacées qui étaient arrivées en ville de Beni, en grande partie disséminées en familles d'accueil dans les communes urbaines de Mulekera (813 ménages de 4926 personnes), Beu (280 ménages de 1506 personnes), Ruwenzori (429 ménages de 1920 personnes) et Bungulu (913 ménages de 2756 personnes). La même alerte a indiqué que d'autres sont dans les centres collectifs et hangars communautaires. Ainsi, après la conduite de l'évaluation sur le terrain, un effectif de 2274 ménages a été enregistré entre Avril et Octobre 2024 vivant majoritairement dans les familles d'accueil et maisons de location. Ils sont repartis de la manière suivante: en commune de BEU, 400 ménages, MULEKERA 420 ménages, RUWENZORI 541 ménages et BUNGULU 913 ménages. En dehors de ceux-ci, dans les mêmes zones il existe des vagues antérieures (venues avant Avril 2024). BEU 1500 ménages, MULEKERA 967 ménages, RUWENZORI 1054 ménages et BUNGULU 401 ménages. Ces derniers vivent aussi en grande partie dans les familles d'accueil et maisons de location et d'autres dans les sites collectifs (chantiers des maisons). Au regard de l'instabilité signalée toujours dans les zones de provenance, l'arrivée de nouvelles vagues n'est pas à exclure.



Accès physique
Accès sécuritaire
Présence de la MONUSCO
Incidents au cours des 2 dernières semaines
Couverture tél.

Source : équipe d'évaluation
Camion
Oui
Violence physique, viol et arrestations arbitraires
100% (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les conséquences les plus recensées sont : le traumatisme chez les enfants, descolarisation des enfants entraînant le vagabondage juvénile, carence alimentaire, forte pression sur les ressources d'approvisionnement en eau et d'assainissement, factures non payées par les PDI après être soignés dans les structures de santé, malnutrition chez certains enfants suite à la sous alimentation, promiscuité dans les maisons, perte des moyens de subsistance et inaccessibilité des champs. Le non accès des déplacés aux services sociaux de base de qualité les oblige à recourir à la mendicité. En outre, les familles touchées font face au défi lié à l'intégration dans les milieux d'accueil car elles sont désœuvrées. D'une manière spécifique, certains déplacés sont séparés de leurs familles et ne savent pas localiser les leurs. La crise affecte aussi directement les communautés hôtes car les PDI constituent une charge supplémentaire pour celles-ci. En plus, les PDI présents à BENI sont des paysans qui contribuaient beaucoup sur l'approvisionnement de la ville en vivres et cela impacte directement le prix des vivres sur le marché car l'on assiste à une rareté de certains produits.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	20%	16%
6-17 ans	19%	20%
7 mois-5 ans	9%	10%
0-6 mois	1%	2%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	70%
Nutrition	6%
Abris	9%
Articles ménagers essentiels (AME)	14%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	10%
Santé	10%
Education	10%
Nourriture	21%
Moyens de subsistance	10%
Protection	5%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	7%
Communication	9%
Cash (inconditionnel)	10%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)						
Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			182734		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	2%	8%	21%	-	69%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	3%	-	19%	-	78%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	13%	31%	-	-	50%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	#DIV/0!	-	-	-	#DIV/0!
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	25%	-	75%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	2%	43%	45%	7%	0%
	Promiscuité dans les abris				62%	
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	4%	30%	33%	33%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	16%	10%	15%	11%	43%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	7%	-	92%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	24%	34%	15%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans		27%			
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	La zone de santé de Beni n'est pas face à aucune épidémie dans son ensemble				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	54%	-	-	-	41%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	85%	-	-	-	15%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	#DIV/0!	-	-	-	#DIV/0!
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	77%	-	19%	-	3%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours				52%	

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

D'après l'analyse signalées autour de BENI notamment vers l'Ouest et l'interprétation des données recoltées sur le terrain, dans les zones de départ la crise continue et son évolution ne donne pas encore espoir d'assister à une accalmie. Il est donc possible d'assister au nouveau déplacement des populations à provenance de différents axes. Du côté crise m23, le risque reste permanent car le cessez-le feu est violé dans certains coins de la province. De l'autre côté (crise ADF), les attaques sont toujours dans le territoire de Lubero en zone de santé de Manguredjipa.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
 Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
 Vouchers / foires
 En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
 En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
 Autre

(% de ménages)

Cash physique (en espèces)	95%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	35%
Vouchers / foires	17%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	79%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	38%
Autre	2%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
 Nourriture
 Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
 Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
 Abris
 AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
 EHA (eau, savon, latrines, etc.)
 Santé
 Education
 Protection (y compris la sécurité)
 Cohésion sociale et consolidation de la paix
 Communication
 Moyens financiers (cash)
 Autre
 Ne sait pas
 Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)³
 Fréquence max. possible: 0

0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0
0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

Pour réaliser l'ERM sur les alertes 5336 et 5354 en ville de Beni du 17-20/10/2024, nous avons opté pour réaliser cette activité en faisant la revue de données secondaires, l'observation libre, les enquêtes ménages, les groupes de discussion communautaire, les enquêtes auprès des informateurs clés sur le terrain entre autres les directeurs des écoles primaires, les infirmiers titulaires des aires de santé (IT), les présidents des commissions PDI, les chefs des sites des PDI ainsi que certaines autorités locales. Pour y arriver nous nous sommes servis de différents types d'échantillonnage notamment l'échantillonnage raisonné, aléatoire stratifié et aléatoire simple. Le premier jour des enquêtes a été consacré à la prise des contacts avec les autorités politico-administratives, la société civile et les représentants des commissions chargées du mouvement de population dans les quatre sites ciblés par l'évaluation. Les enquêteurs ont été simultanément déployés dans les quatre axes (communes) de la ville de Beni. Les personnes qui ont participé à la collecte des données sont: Emmanuel MBUSA Consultant temporaire joignable au 0821577711, Jadot TENGENZA Superviseur PCI/WASH joignable au 0970310231, Joseph MATHÉ SAFARI Animateur PCI/WASH joignable au 0895237995, KATEMBO RUKWATA Superviseur PEAS joignable au 0998691076, KAKAVI Rael Secrétaire joignable au 0975150808, Marcelline MUTSANDO Admin-Fin joignable au 0974175815 et Jean MWENGE joignable au 0971866866, tous de PAEV et Gerlanca KASEREKA MUHINDO Infirmier Superviseur chez ALIMA, il est joignable au 0994937063.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Oui	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
GDC	Oui	Aléatoire stratifié	Statut de déplacement (PDI, retourné, etc.)	Indicatifs
EM (OL)	Oui	Aléatoire simple	Statut de déplacement (PDI, retourné, etc.)	Représentatifs
	Oui	-	-	Indicatifs
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		18-10-24	18-10-24	18-10-24
Date de fin de l'enquête		20-10-24	19-10-24	19-10-24
Organisation		PAEV/PDAE et ALIMA		
Mission inter-agence/inter-organisation?		Oui	Oui	
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
RUWENZORI	29836	18	4	2
BUNGULU	45313	19	6	2
MULEKERA	77158	40	4	2
BEU	41348	25	3	2
Total	-	193655	17	8

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	94%	3%	
Retournés	0%	4%	
Communauté hôte / autochtones	6%	93%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	182734	721
Retournés	0	888
Communauté hôte / autochtones	10921	22409
Réfugiés	0	0
Rapatriés / expulsés	0	0

Analyse des mouvements de population

Un effectif total de 6200 ménages soit 35 960 personnes a été recensé en ville de BENI; chiffre qui représente une proportion de 3,2% de la population totale que compte les quatre communes de la ville. Ils sont venus en différentes vagues dont 3922 ménages soit 22748 individus venus entre Janvier-Avril 2024 et 2278 ménages soit 13212 individus venus entre Mai et Octobre 2024. Ils sont répartis dans les 4 communes de la ville de la manière ci-après: BEU avec un total 1900 ménages des PDI sur 41348 ménages des communautés hôtes soit une proportion de 4,6% venus en deux grandes phases, 400 ménages (Mai-Octobre 2024) et 1500 ménages (Janvier-Avril 2024); RUWENZORI avec un total de 1595 ménages PDI/ 29836 ménages des communautés hôtes soit une proportion de 5,34% répartis en deux vagues, 541 ménages (Mai-Octobre 2024) et 1054 ménages (Janvier-Avril 2024); MULEKERA un total de 1391 ménages des PDI/ 77158 ménages des CH soit 1,8% répartis en deux vagues, 424 ménages (Mai-Octobre 2024) et 967 ménages (Janvier-Avril 2024); enfin BUNGULU avec un total de 1314 ménages des PDI sur 45313 ménages des populations hôtes soit 2,89% dont 913 (Mai-Octobre 2024) et 401 ménages (Janvier-Avril 2024). Ces déplacés ont des lieux de provenance différents: certains ont fui la guerre du m23 après leur occupation de la zone de santé de Kayna et d'autres sont venus de la zone de santé de Mabalako fuyant le massacre de Cantine et d'autres encore de la province de l'Ituri (territoires de Mambasa et Irumu). Une grande partie des déplacés vivent en famille d'accueil et dans les maisons de location.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

EM	193655
IC	24017

Taille moyenne des ménages (EM)

EM	9.1
IC	-

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

EM	94%
IC	7%
RDS/GDC	#REF!

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

EM	6%
IC	Non consensus

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

EM	10921
IC	-
RDS/GDC	#REF!
RDS/GDC	#REF!

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	6200
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	193655
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	199855

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0%
	115-125 mm	2	67%	2	100%	82%
	>125 mm	1	33%	0	0%	18%
	MAG	2	67%	2	100%	82%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0%
	115-125 mm	0		2	54%	54%
	>125 mm	0		0	46%	46%
	MAG	0		2	54%	54%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0%
	115-125 mm	2	67%	4	80%	75%
	>125 mm	1	33%	0	0%	25%
	MAG	2	67%	4	80%	75%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0				
	185-230 mm	2				
	>230 mm	0				
	MAG	2				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	3
	115-125 mm	10	13
	MAG	13	16
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	1	10
	115-125 mm	7	23
	MAG	8	32
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	1	0
	115-125 mm	10	35
	MAG	11	48
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	
	185-230 mm	20	
	MAG	20	

Analyse Nutrition

Au vu des résultats figurant dans ces tableaux, il est confirmable que le milieu est touché par la malnutrition. Les personnes les plus affectées sont les enfants de moins de 5 ans. Cette malnutrition est due à la sous alimentation des familles touchées par la crise. Les mauvaises conditions de l'hygiène, d'assainissement et l'accès limité à l'eau salubre constituent les facteurs aggravant la malnutrition dans la zone. Certaines familles orientent leurs enfants aux structures de santé pour le faire soigner et d'autres par contre restent dans la maison ne sachant par où commencer car sous informés. Les déplacés nécessitent un appui en nutrition pour soulager leur souffrance. L'éducation sur l'alimentation doit être l'une des stratégies d'intervention dans ce secteur.

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
		0	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	62%	0	
Agriculture de subsistance	9%	0	
Agriculture de rente	4%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	3%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	0	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	0	
Aucune	3%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	19%	-	
Non	81%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
		Non consensus	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
		Non consensus	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	46%	-	
Non	53%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	2%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	5%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
		Non consensus	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	41%	0	
Non	58%	0	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
		0	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	37%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	6%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	25%	-	
Marché	12%	-	
Travail pour de la nourriture	61%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	3%	-	
Achat auprès d'un voisin	4%	-	
Petit commerce	13%	-	
Vente de braises/charbon, etc.	5%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	2%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	8%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	3%	-	
Autre	3%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)



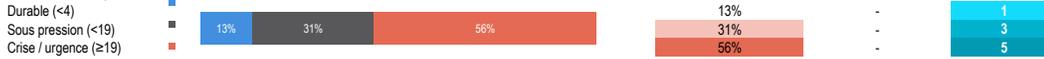
Nombre moyen de repas par jour (EM)

Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴



Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵



Analyse Sécurité alimentaire

Le travail contre nourriture est la principale source de revenus pour nombreux ménages des déplacés. Cette activité nourrit 62% des déplacés et seulement 9% vivent de l'agriculture de subsistance. 81% des familles des déplacés n'ont pas accès à la terre et 19% accèdent aux champs (ces derniers sont identifiés parmi les déplacés de la crise antérieure). 53% des ménages enquêtés n'ont pas accédé au marché. Le problème de leur non accès est dû au manque d'argent pour aller se procurer des biens aux marchés, mais physiquement les marchés sont accessibles. La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture. 69% des ménages se trouvent dans l'incapacité de se faire les stocks de réserve même pour un jour. Ils sont obligés de réduire le nombre des repas par jour (1 repas/jour), réduire la quantité et se priver la nourriture en faveur des enfants.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
<i>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris</i>			
		0	

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	7%	-	
En famille d'accueil	22%	-	
Dans un site spontané	20%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	7%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	31%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	12%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Non consensus

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)

Maison (construction durable)	11%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	63%	0
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	19%	0
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0
Ecole transformée en centre collectif	-	0
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	1%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Non consensus

Promiscuité dans les abris (EM)



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	6%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	28%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	3%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	6%	3
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	10%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	16%	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	18%	

Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)

7%
0%

4
5

Analyse Abris

33% des familles déplacées vivent dans les maisons de location dont la dimension moyenne de leurs maisons est de deux chambres. 22% d'entre eux sont dans les familles d'accueil. Cette situation entraîne une promiscuité dans les chambres car les femmes, filles, garçons et hommes tous dorment dans les mêmes chambres. L'accès au frais pour payer la location constitue un sérieux problème pour les familles vivant dans les maisons de location. Certains ménages sont obligés de changer plusieurs fois les maisons. Ils subissent la pression de la part de leurs bailleurs qui somment à payer dans la totalité des dettes déjà accumulées.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	18%	-	
Non	70%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	12%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	4%	-	2
2 – 2.9	30%	-	3
3 – 3.9	33%	-	4
4 – 5	33%	-	5

Analyse AME

70% des femmes et filles déplacées n'ont pas accès au kit d'hygiène menstruelle. Dans les ménages, les membres des familles dorment dans des très mauvaises conditions, au sol sans supports de couchage et couvertures de qualité. Le nombre d'ustensiles utilisés très réduit et le nombre des récipients de collecte et stockage de l'eau très insuffisant. Pour se vêtir, les membres des familles peinent pour se changer les vêtements.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		0	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	764	
Robinets public / bornes fontaines	-	532	
Puits à pompe / forage	-	647	
Puits creusé aménagé	-	706	
Source naturelle aménagée	-	588	
Source naturelle non-aménagée	-	647	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	940	
Camion-citerne	-	765	
Charrette avec petite citerne	-	764	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	764	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	647	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	43%	-	1
Source non-améliorée	44%	-	3
Eau de surface	11%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	27%	-	2
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Non consensus	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	58%	-	
De 31 minutes à 2 heures	35%	-	
Plus de 2 heures	7%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	14%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	42%	0	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	6%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	2%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	8%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	42%	0	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	16%	0	
L'eau est trop chère	28%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	26%	0	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	8%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
<i>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</i>		0	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	41%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	41%	-	
Les filles de moins de 18 ans	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	16%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	10%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	8%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	15%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	6%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	11%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	43%	-	5

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	7%	-	3
Non	92%	-	5

Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Non consensus

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Non consensus

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui	49%	-	49%
Non	51%	-	51%
Ne sait pas	0%	-	0%
Ne se prononce pas	0%	-	0%

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui	6%	-	6%
Non	94%	-	94%
Ne sait pas	0%	-	0%
Ne se prononce pas	0%	-	0%

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²

Présence de matières fécales	-	0
Eau stagnante	-	0
Déchets solides domestiques	-	0
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0
Rongeurs / rats	-	0
Aucun	-	0

EM (% de ménages) IC (Fréquence de réponses pondérée)³ Sévérité

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}

Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	24%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	34%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	15%	-	5

Analyse EHA

Le taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans a été évalué à 27%. Pour obtenir cette information, l'équipe s'est ressourcee aux rapports/canevas SINIS des structures de santé. 44% des ménages des déplacés enquêtés s'approvisionnent aux sources non aménagées pour se procurer de l'eau et 11% pour couvrir leurs besoins en eau recourent à l'eau de surface (rivières) surtout pour le lavage et la lessive. Les causes du non accès en quantité et qualité en eau dans la zone est que l'eau est payant, et ces derniers n'ont pas assez de moyens pour se procurer au quotidien de l'eau pour répondre à leurs besoins. Le manque d'argent pour payer l'eau plonge 43% des ménages dans la difficulté d'accéder à l'eau de boisson. D'autres problèmes se situent au niveau de l'insuffisance des points d'eau améliorés dans le milieu et leur éloignement par rapport aux ménages. 92% des ménages ne disposent pas de dispositif de lavage des mains et pour se laver les mains nombreux d'entre eux se lave à l'eau sans savon. 49% des ménages partagent leurs latrines avec d'autres ménages (entre 2 et 3 ménages). Dans le milieu où s'est déroulé l'évaluation, 57% des latrines ne sont pas améliorées.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

0

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	88%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	11%	-
Autre	0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	89%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	10%	-
Autre	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	66%	-
Entre 1 heure et 2 heures	31%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	4%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

EM (% de ménages) IC (Fréquence de réponses pondérée)³ Sévérité

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

0

Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²

Pas de problèmes	-	0
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0
Manque de médicaments	-	0
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	0
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0
Autre	-	0
Ne sais pas	-	0

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	27%	-	2
Fièvre	54%	-	
Toux	45%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	45%	-
Non	35%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	182	220
Infection Respiratoire Aigue	14	37
Diarrhées aiguës	14	11
Typhoïde	0	77
Malnutrition aigue globale	15	27
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	150

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non consensus

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non consensus

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Non consensus

Analyse Santé

En cas de maladie d'un membre de famille dans le milieu, la plupart des déplacés se rendent dans les structures des soins les plus proches. Néanmoins, ils éprouvent les difficultés d'honorer leurs factures par ce qu'ils sont dépourvus des moyens financiers. Certaines structures offrent gratuitement les services de santé aux déplacés; cas du centre de santé de BUTANUKA. 54% des ménages ont enregistré les cas de fièvre chez leurs enfants les deux dernières semaines et 27% les cas de diarrhée. 81% des ménages enquêtés ne disposent pas de moustiquaires. Sur le top 5 des maladies soignées dans la zone vient à la tête le paludisme, suivi de la fièvre typhoïde, la malnutrition la diarrhée et les IRA.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		0	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	41%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non consensus	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	15%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	6	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	10	-	
Nombre total de personnes âgées	3	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	0	0	0	0
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	0	0	0
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	0	0	0
Violences conjugales	0	0	0	0
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	3%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	3%	-
Pas de cas dans le ménage	65%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	29%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	1%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	67%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	31%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non consensus

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		0	

Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM)²

Pas de cas dans la communauté	57%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	34%	-
Viol	3%	-
Agression sexuelle	1%	-
Violence physique ou harcèlement	4%	-
Mariage forcé	0%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Abus psychologique / émotionnel	2%	-

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)

Non consensus

Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)

Tensions avec la communauté d'accueil	-	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0
Ne se prononce pas	-	0

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)

Non consensus

Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²

Aucun problème	-	0
Accapement des terres	-	0
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0
Accès à la terre pour les PDI	-	0
Augmentation du coût du loyer	-	0
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0
Destruction des cultures ou des animaux	-	0
Destruction des étangs piscicoles	-	0
Exploitation des ressources naturelles	-	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0
Insécurité d'occupation	-	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0
Problèmes de limites	-	0
Rareté des terres	-	0
Remise en cause des transactions foncières	-	0
Répartition inégale des terres	-	0
Restitution des biens	-	0
Successions	-	0
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0
Ne sait pas	-	0
Autre	-	0

Analyse Protection

41% des ménages enquêtés ont confirmés avoir accueilli les enfants non-accompagnés les jours passés. Dans la zone les populations sont moins informées de l'existence des services de prise en charge des cas des violences basées sur le genre. Les incidents de protections ne sont pas tellement courants dans la région, seules les violences physiques sont identifiées en 3% et quelques cas de viol signalés en 3%.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Éducation			
		0	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
		Non consensus	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	77%	-	1
Plus de 1 heure	19%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	3%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Non consensus	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	0	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	39%	-	
Filles (Primaire)	37%	-	
Garçons (Secondaire)	64%	-	
Filles (Secondaire)	64%	-	
Total	52%	-	4
Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	67%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	1%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	1%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	4%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	3%	-	
Enfant jamais allé à l'école	3%	-	
Autre	18%	-	
Ne se prononce pas	4%	-	
Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)			
	(Fréquence de réponses pondérée) ³		
	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans	
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0	
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0	
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0	
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0	
Récemment déplacés, sans inscription dans une école à proximité	0	0	
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0	
Mariage précoce / mariage forcé	0	-	
Grossesse précoce	0	-	
Faim	0	0	
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0	
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0	
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0	
L'école est trop loin	0	0	
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0	
Autre	0	0	
Ne sait pas	0	0	
Ne se prononce pas	0	0	
Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:			
Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)			
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	63%	
Avant la crise	-	44%	
Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)			
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	73%	
Avant la crise	-	60%	
Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)			
Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant		51.66666667	
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise		38	

Analyse Éducation

Dans le milieu, les écoles publiques restent fermées suite à la grève des prestataires de la craie qui revendiquent l'augmentation de salaire depuis la rentrée scolaire le 05 Septembre 2024. Seules quelques écoles fonctionnent surtout les écoles privées. Cette grève laisse beaucoup d'enfants rester à la maison sans suivre cours. 64% des enfants de l'école secondaire pour les familles des déplacés ne vont à l'école suite à l'incapacité de leurs parents de payer les frais de scolarité et leur acheter les fournitures scolaires. Le taux d'inscription des enfants à l'école est à baisse dans la zone car ne franchit pas 70%.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP			
		0	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)			
		Non consensus	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)²			
Pas d'aide reçue	70%	-	
Nutrition	6%	0	
Abris	9%	0	
AME	14%	0	
EHA	10%	0	
Santé	10%	0	
Education	10%	0	
Nourriture	21%	0	
Moyens de subsistance	10%	0	
Protection (y compris la sécurité)	5%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	7%	0	
Communication	9%	0	
Cash	10%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	4%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	0	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	0	
EHA	-	0	
Santé	-	0	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²			
Cash physique (en espèces)	95%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	35%	-	
Vouchers / foires	17%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	79%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	38%	-	
Autre	2%	-	
	EM (% de ménages)	IC	
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM)²			
Pas de besoin d'information	8%	-	
Où recevoir l'assistance	73%	-	
Comment s'enregistrer pour l'assistance	73%	-	
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	9%	-	
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	25%	-	
Comment donner son feedback	6%	-	
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	21%	-	
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	2%	-	
Les responsabilités du personnel humanitaire	4%	-	
Autre	0%	-	
Préfère ne pas répondre	6%	-	
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM)²			
Appel téléphonique	52%	-	
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	73%	-	
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	24%	-	
SMS	28%	-	
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	2%	-	
Evenements communautaires	9%	-	
Crieurs publics avec mégaphones	6%	-	
Au travers des leaders communautaires	18%	-	
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-	
Organisations / comités de femmes	5%	-	
Autorités locales gouvernementales	1%	-	
Autorités locales (police, militaires)	0%	-	
Autre	0%	-	
Préfère ne pas répondre	2%	-	

Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²

Appel téléphonique	55%	-
Boîte à plaintes	49%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	28%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	9%	-
SMS	24%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evénements communautaires	11%	-
Crieurs publics avec mégaphones	5%	-
Au travers des leaders communautaires	8%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-
Organisations / comités de femmes	8%	-
Autorités locales gouvernementales	6%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	7%	-

Analyse AAP

Les organisations qui veulent se positionner doivent mettre en avant le cash physique et la livraison d'assistance en nature. Dans le domaine de l'eau, la mise en place des infrastructures d'eau résilientes telles que les forages avec système photovoltaïque et l'installation des stations de traitement des eaux, seraient les stratégies les mieux indiquées pour permettre de répondre d'une manière rapide quantitativement et qualitativement aux insuffisances liées à l'eau dans les quartiers fortement impactés par les crises humanitaires dans la ville. Ces modalités sont essentielles pour une intervention qui répond aux besoins des communautés à multiples difficultés. Le top 5 des besoins prioritaires figurant sur la liste sont: la nourriture, la santé, l'abri, l'AME, le WASH et moyens de subsistance. 70% des ménages des déplacés n'ont reçu aucune assistance à partir des acteurs humanitaires depuis leur arrivée dans la zone évaluée. Les besoins d'information sur l'aide portent principalement sur où recevoir l'aide et comment s'enregistrer pour recevoir de l'aide.

Conclusions générales et commentaires

Au regard des données obtenues lors de l'évaluation, les besoins ont été identifiés dans tous les secteurs dont les priorités portent sur la sécurité alimentaire, la santé et l'abri. Les familles touchées par la crise traversent un moment très difficile d'autant plus que celles-ci accèdent difficilement à un repas par jour. Beaucoup d'entre eux quand ils sont malades, ils restent à la maison sans se faire soigner à cause de l'incapacité de payer les soins. Ceux qui vivent dans les maisons de location subissent la pression de leurs bailleurs pour n'avoir pas payé en temps réel les frais de loyer. Par rapport à l'accès à l'eau, certains PDI sont contraints de se ravitailler à partir de l'eau de surface car l'eau disponible est payant et ces derniers sont dépourvus des moyens; chose qui les rend incapable d'accéder à l'eau en quantité et en qualité. Dans certains coins de la zone évaluée comme au quartier BUTANUKA, il s'observe la tension autour des latrines. Il faut souligner que les déplacés n'ont reçu aucune assistance depuis leur arrivée dans la zone et ils avaient abandonné leurs biens dans leurs milieux de provenance. Ils vivent actuellement des dons des personnes de bonnes volontés qui leur demandent de les accompagner aux champs et après travail d'une journée, ils obtiennent les vivres pour répondre aux besoins du jour. Ce mode de vie ne leur permet pas de subvenir convenablement à leurs besoins de base. Nous encourageons les organisations qui ont les capacités d'intervenir, de mettre en place un paquet visant à soutenir les moyens de subsistance des communautés affectées pour leur permettre d'initier leurs propres activités génératrices de revenus afin d'assurer leur indépendance économique. L'identification des bénéficiaires de l'assistance devra tenir compte des tous les dépacés même ceux qui sont venus de la vague antérieure (avant Janvier) car ils traversent les difficultés identiques à celles éprouvées par ceux de la récente vague (Mai-Octobre). La plupart d'entre eux n'ont jamais été assistés depuis leur arrivée dans la zone.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)